



Déclaration liminaire au CSAC du 16 octobre 2024

Le gouvernement Barnier a présenté le projet de loi de Finances pour l'année 2025. Comme annoncé, le gouvernement prévoit un effort de 60 milliards d'euros dont la plupart va se faire sur le dos des salarié.e.s, des retraité.e.s et des services publics. Ce sont les politiques mises en œuvre par Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs qui ont contribué au creusement du déficit budgétaire et de la dette publique.

Les services publics, la Fonction publique, les agent-es publics sont les variables d'ajustement des cadeaux fiscaux octroyés aux classes sociales les plus fortunées et des milliards d'euros alloués aux entreprises sans aucune contrepartie et efficacité démontrée.

Les conditions de vie et de travail des agent-es publics, fonctionnaires et non-titulaires, actif-ves et retraité-es, vont encore se dégrader avec, entre autres, la reprise des suppressions d'emplois, de nouveaux reculs s'agissant des droits à la protection sociale, la non-revalorisation de la valeur du point de l'indice (-18% depuis 2010), le creusement des inégalités salariales et professionnelles entre les femmes et les hommes.

Le ministre de la Fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique vient par ailleurs de confirmer qu'il envisage bel et bien de ne pas reconduire le dispositif de la GIPA [Garantie individuelle du pouvoir d'achat]. Irrecevable !

Comme toujours, le ministère des Finances est exemplaire dans la cure d'austérité avec la reprise des suppressions d'emplois et des coupes budgétaires drastiques.

La secrétaire générale de du ministère vient de nous a présenter l'impact pour la Centrale de ce projet de loi de Finances pour 2025.

Elle a juste omis de dire que le ministère perdra 529 ETP pour l'année 2025. La mission gestion des finances publiques perd 505 postes et la mission économie en perd 24 : 550 à la DGFIP et certes « que » 10 au secrétariat général, 10 à la DGE. De plus, elle a indiqué que la vigilance serait accrue sur les recrutements, sur le remplacement des départs à la retraite... Bref : « Cela va demander des efforts »

De plus, les crédits de fonctionnement de l'administration centrale baissent de 70 millions hors action sociale (plus gros poste) et politique ministérielle de santé et sécurité qui sont maintenus. Les économies seront réalisées sur les projets immobiliers (la rénovation du site Vincent Auriol est suspendue) et l'énergie.

Pour la CGT, ce PLF n'est pas une surprise mais un scandale. Le ministère subit depuis 20 ans des suppressions d'emplois, les derniers ministres reconnaissent eux-mêmes qu'il fallait que cela cesse et s'étaient engagés à faire une pause. La parole donnée n'a pas été respectée.

Concernant les baisses de crédit, au-delà de l'aspect immobilier, ce sont encore une fois les conditions de travail et d'exercice des missions qui vont être impactées.

Dans ce contexte extrêmement difficile, l'ordre du jour de ce CSAC paraît très largement coupé des réalités.

On nous demande de régler le « sort » de projets sur les rails depuis des mois, qui n'avaient pu aboutir faute de préparation nécessaire en particulier sur l'élaboration d'une fiche d'impact sincère ou de choix politique.

- Rattachement d'une partie de l'équipe du bureau de l'assistance technique et numérique du service de la communication (SIRCOM) au service du numérique (création d'une mission) et rattachement du pôle AIP du SIRCOM au bureau ressources du SIRCOM
- Réorganisation de l'Agence française anticorruption :
- Organisation de la Délégation Interministérielle au Logement des Agents Publics (DILOAP)

Notre organisation rappelle l'état d'esprit plutôt dégradé des agents de Centrale « mesuré » par le dernier observatoire social (donc uniquement ceux qui ont répondu évidemment) :

- Une charge de travail trop importante et en augmentation qui induit fatigue, inquiétude. Mais vite on nous parle de « stress contenu » et de « stabilité de la qualité de vie au travail ».
- Une relation avec le manager qui reste majoritairement bonne mais 20% des agents ne se sentent pas respectés dans leur travail, 11% pour qui leur manager ne leur fait pas confiance, 8% disent avoir été victimes d'une discrimination.
- Des possibilités d'avancement et de promotions majoritairement jugées insuffisantes

Ces 3 points sont ceux qui nous reviennent le plus dans nos permanences syndicales.

Ce gouvernement a insisté sur la nécessité de « *faire plus avec moins* » et donc cela va s'aggraver concrètement pour les agents des Finances.

C'est pourquoi, la CGT n'a de cesse de mettre les agents, fonctionnaires et contractuels, au cœur de notre action syndicale et de demander qu'on se préoccupe concrètement et positivement de leurs attentes : Conditions de travail, carrières et rémunérations.

Il manque cruellement, en Centrale à Bercy, une vision globale correspondant en fait aux compétences du CSA en matière de RH (pour rappel Orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines et Lignes directrices de gestion en matière de mobilité, de promotion et valorisation des parcours) au lieu de quoi l'administration nous propose des Groupes de travail où nous avons surtout l'occasion de l'écouter parler, où parfois elle prend en partie note de nos demandes. Mais ce ne sont que des GT et non des instances, c'est bien pratique. La CGT demande que l'ordre du jour des CSA respecte les compétences RH.

Avec ce budget, la CGT est inquiète pour les agents de la sécurité qui attendent le remplacement des collègues et le renouvellement des contrats pour assurer correctement notre sécurité ; pour les agents techniques qui attendent l'ouverture d'un concours d'ingénieur économiste de la construction permettant de débloquer la situation des ingénieurs adjoints ; les agents de catégorie A qui espèrent enfin une revalorisation de leurs indemnités ; les collègues en CDD qui attendent leur CDIisation....la liste est longue.

La CGT est là, plus que jamais là, aux côtés de tous les agents.